
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2015

Troisième trimestre 2015

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés entre mi-juillet et début septembre 2015 avec 182 chefs d'entreprise au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie en général. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Selon les résultats de l'enquête, l'économie a, durant ce trimestre, donné de faibles signes de reprise, après la forte appréciation du franc qui a suivi la suppression du cours plancher, intervenue le 15 janvier 2015. La récente évolution des cours de change ainsi que les mesures prises par les entreprises, qui se sont surtout traduites par de meilleures conditions à l'achat en Suisse comme à l'étranger, ont contribué à détendre quelque peu la situation (voir l'enquête sur les cours de change, pages 32 ss). En termes réels, les chiffres d'affaires se sont globalement maintenus au niveau enregistré le trimestre précédent; en termes nominaux, ils ont toutefois reculé en raison de l'évolution des prix de vente. De nombreuses entreprises restent par conséquent confrontées à une situation tendue en ce qui concerne les marges bénéficiaires.

Les perspectives de croissance des chiffres d'affaires réels pour les prochains mois se sont quelque peu améliorées. Les entreprises concentrent leurs efforts sur les mesures visant à ramener les marges à un niveau viable. Dans l'industrie, les effectifs devraient continuer de baisser légèrement; la propension à investir se maintiendra probablement à son niveau actuel dans l'ensemble.

Légère amélioration

Dans l'industrie manufacturière, le niveau des chiffres d'affaires réels est certes similaire à celui du trimestre précédent, mais il présente néanmoins une légère amélioration. En termes nominaux cependant, les chiffres d'affaires restent dans de nombreux cas sensiblement inférieurs à ceux du deuxième trimestre 2015, en raison des faibles prix de vente.

Les chiffres d'affaires réels sont de nouveau plus faibles qu'au trimestre précédent dans l'industrie des machines, mais ont été quelque peu plus élevés dans les entreprises de transformation du plastique et dans l'industrie alimentaire. L'industrie pharmaceutique affiche une croissance robuste. Un net ralentissement a été observé dans l'industrie horlogère, et plus particulièrement chez les fournisseurs de celle-ci.

En ce qui concerne les exportations, les ventes à destination des Etats-Unis demeurent dynamiques. S'agissant de l'Europe, l'augmentation de la demande provenant de certains pays devient de plus en plus notable, quoique l'Allemagne joue toujours un rôle moteur. La demande des pays arabes se maintient quant à elle à un bon niveau. L'industrie automobile, de même que les technologies médicales, restent des secteurs d'exportation clés. De nombreuses branches enregistrent un ralentissement significatif des activités commerciales avec la Russie, ainsi qu'avec l'Inde et le Brésil. La Chine donne des signaux mitigés selon les branches.

Dans la construction, les chiffres d'affaires corrigés des variations saisonnières ont baissé par rapport au trimestre précédent, bien qu'ils affichent encore un niveau élevé. Cette évolution concerne tant le bâtiment que le génie civil. Dans le second œuvre, en revanche, la marche des affaires reste dynamique.

Dans les services, les chiffres d'affaires réels sont légèrement supérieurs à ceux du trimestre précédent. Les branches continuent à présenter une image hétérogène: les transports, le commerce automobile, les technologies de l'information et de la communication ainsi que certaines entreprises de l'hôtellerie affichent des chiffres d'affaires supérieurs à ceux du deuxième trimestre. Les entreprises de transport de personnes attribuent ce résultat notamment aux conditions météorologiques favorables. Dans l'hôtellerie, le grand nombre de groupes de touristes asiatiques participant à des voyages organisés ainsi que la hausse de la demande domestique contribuent à amortir les effets négatifs du franc fort.

Les représentants du commerce de détail ont quant à eux enregistré des chiffres d'affaires nettement inférieurs, qu'ils attribuent entre autres au tourisme d'achat à l'étranger. Les centres commerciaux proches des frontières continuent d'évoquer des sites désertés les week-ends.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Les capacités de production des entreprises interrogées restent quelque peu sous-utilisées dans l'ensemble. Ainsi, 40% des entreprises interrogées jugent l'utilisation des capacités plus faible qu'à l'accoutumée.

Dans l'industrie manufacturière, près de la moitié des entreprises interrogées signalent une sous-utilisation des capacités. Cette situation concerne la plupart des branches. Les entreprises de construction de machines, de transformation des métaux et, en partie, de transformation du plastique ont estimé les capacités nettement sous-utilisées. Dans l'industrie des machines, en particulier, la situation s'est ainsi sensiblement dégradée par rapport au trimestre précédent.

Malgré quelques signes ponctuels de tassement, l'utilisation des capacités techniques dans la construction est globalement plus élevée que d'ordinaire. Cette évolution est plus marquée dans le second œuvre.

Dans le secteur des services, l'infrastructure – c'est-à-dire principalement les surfaces de bureaux et de vente ainsi que les capacités de transport – est légèrement, voire nettement, sous-utilisée dans la plupart des branches. Le transport de personnes fait exception, profitant d'un accroissement des excursions journalières dû aux conditions météorologiques.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Besoins en personnel inchangés

Dans l'ensemble, les effectifs sont jugés plus ou moins appropriés. Cependant, l'industrie manufacturière, notamment, signale des effectifs un peu trop élevés. Cela touche surtout les fabricants d'équipements électriques ainsi que l'industrie de transformation des matières plastiques. Dans la construction, les effectifs sont adéquats. Quant au secteur des services, leur niveau est légèrement trop élevé dans la restauration et dans le commerce de détail. Les entreprises de la branche des technologies de l'information et de la communication, en revanche, sont plutôt à la recherche de personnel.

La suppression du cours plancher a entraîné diverses mesures en matière de ressources humaines, dont le gel des embauches et l'allongement du temps de travail pour le même salaire. Quelques licenciements ont été prononcés; ils concernent essentiellement le personnel temporaire (voir les résultats de l'enquête spéciale en pages 32 ss).

PRIX, MARGES ET SITUATION BÉNÉFICIAIRE

Persistance de fortes pressions sur les marges

Globalement, les marges se sont légèrement améliorées par rapport au trimestre précédent. Elles restent néanmoins soumises à de fortes pressions, et ce dans les trois secteurs. La pression sur les prix résultant de la suppression du cours plancher continue de produire ses effets. Un grand nombre d'entreprises ont procédé à des baisses de prix au cours des derniers mois afin de rester compétitives. Les mesures prises portent déjà leurs fruits ici et là, et une tendance au redressement des marges se dessine dans de nombreuses branches. Cette évolution s'explique entre autres par un net accroissement des achats effectués à l'étranger. En revanche, les prix ne peuvent être augmentés que dans de rares cas.

Une part de 55% des entreprises interrogées juge les marges plus faibles que d'ordinaire – et même nettement plus faibles dans la moitié des cas –, tandis que près de 30% indiquent avoir réalisé des marges correspondant au niveau habituel. Ces valeurs n'ont pas évolué depuis le trimestre précédent. Bon nombre de mesures sont prises pour contrecarrer le durcissement de la concurrence (voir les résultats de l'enquête spéciale ci-après).

Les représentants de toutes les branches de l'industrie manufacturière, à l'exception de l'industrie pharmaceutique, ont fait état de marges bénéficiaires plus faibles, voire beaucoup plus faibles, qu'à l'accoutumée.

Dans les services aussi, les entreprises ont estimé leurs marges globalement plus basses que d'habitude. Le commerce de gros et les entreprises de la restauration ont été confrontés à des marges particulièrement restreintes. Une certaine amélioration a en revanche été observée dans les banques.

PERSPECTIVES

Attentes légèrement plus positives

Bien que les incertitudes concernant l'évolution conjoncturelle restent élevées, une légère augmentation des chiffres d'affaires réels est dans l'ensemble attendue pour les prochains mois, et ce dans les trois secteurs. Ces changements s'expliquent par la timide amélioration de la conjoncture en Europe et par les cours plus favorables de l'euro et du dollar des Etats-Unis. C'est dans les services que l'optimisme des interlocuteurs – mesuré à l'évolution attendue des chiffres d'affaires réels – est le plus flagrant.

Les représentants de tous les secteurs continuent à s'attendre à un fléchissement des prix d'achat et de vente, même si cette baisse devrait être moins marquée qu'au trimestre précédent.

En ce qui concerne les plans d'embauche, les interlocuteurs de l'industrie manufacturière tablent toujours sur une légère compression des effectifs, tandis qu'aucune modification n'est prévue dans les services et la construction.

De nombreuses entreprises avaient décrété le gel immédiat des investissements après la suppression du cours plancher. Dans l'ensemble, les plans d'investissement pour les douze prochains mois n'indiquent toujours pas de reprise. Dans certains cas seulement, les entreprises réalisent les projets d'investissement qu'elles avaient précédemment suspendus.

Pour ce qui est de l'inflation (mesurée à l'indice des prix à la consommation), les anticipations sont toujours dans la zone négative: les entreprises tablent sur un taux d'inflation de $-0,4\%$ pour le court terme (six à douze mois), alors qu'ils attendaient un taux d'environ $-0,6\%$ lors de la dernière enquête. Pour le moyen terme, c'est-à-dire les trois à cinq prochaines années, le taux d'inflation escompté s'inscrit à $0,6\%$ (contre $0,5\%$ au trimestre précédent).

Bien que la situation tendue au niveau des marges reste le principal sujet de préoccupation des interlocuteurs, un sentiment de soulagement est toutefois perceptible chez ces derniers au vu de la légère amélioration des cours de change. Certains d'entre eux ont toutefois exprimé la crainte de voir les autres conséquences du franc fort sur l'économie nationale se manifester seulement dans les prochains mois. Par ailleurs, les représentants de l'industrie redoutent qu'un changement structurel rapide et irréversible n'ait lieu. En outre, la problématique de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse est quelque peu revenue sur le devant de la scène. La réglementation excessive et la bureaucratie croissante suscitent également des critiques. S'agissant du contexte international, le récent ralentissement de la croissance en Chine alimente une certaine inquiétude.

Enquête sur les cours de change: impact de l'appréciation du franc et mesures prises par les entreprises

Réseau économique régional de la BNS

Rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2015

Dans le cadre de l'enquête sur la conjoncture au troisième trimestre, qui a été menée de mi-juillet à début septembre 2015, les délégués aux relations avec l'économie régionale ont également interrogé les entreprises de manière systématique au sujet des cours de change afin de quantifier l'impact de l'appréciation du franc. Au total, 182 entreprises ont pris part à cette enquête. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

La suppression du cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro, survenue le 15 janvier 2015, constitue un défi majeur pour de nombreuses entreprises. C'est la raison pour laquelle les délégués aux relations avec l'économie régionale ont, au troisième trimestre, réalisé de nouveau une enquête spéciale sur ce thème.

Dans l'ensemble, les résultats de cette enquête sont comparables à ceux du trimestre précédent. En outre, plus le temps s'écoule depuis la suppression du cours plancher, plus il devient difficile de distinguer les effets dus à cette mesure des autres phénomènes. C'est pourquoi la BNS suspendra cette enquête spéciale à partir du quatrième trimestre. Dans le cadre de l'enquête usuelle, les délégués continueront cependant à aborder le sujet des cours de change.

RÉSULTAT GLOBAL DE L'ENQUÊTE

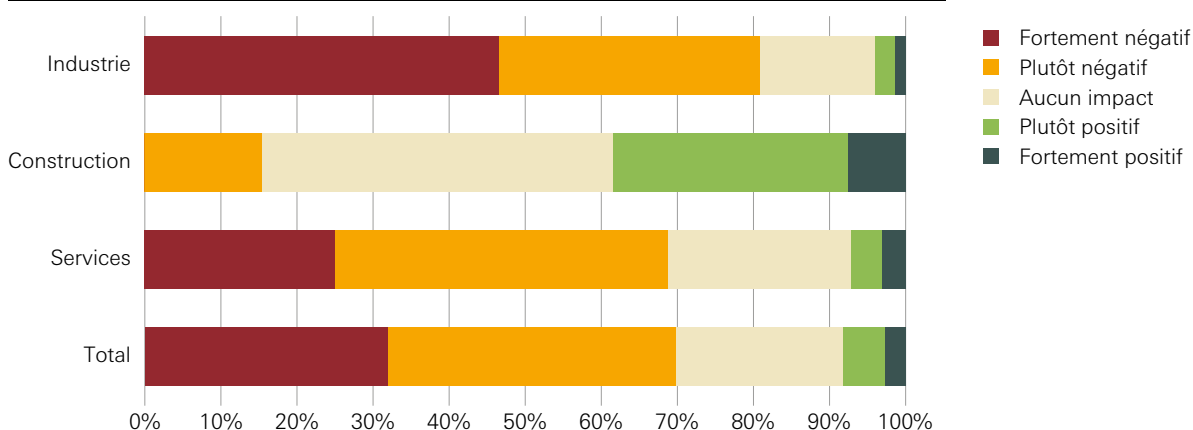
Comme le montre le graphique 1, une part de 70% des entreprises interrogées indique que l'impact de l'appréciation du franc a été négatif (fortement négatif pour 32% d'entre elles et plutôt négatif pour 38%). Par ailleurs, 22% des entreprises n'ont pas constaté d'impact important de l'appréciation du franc sur la marche de leurs affaires. Pour les 8% restants, le franc fort a eu des retombées positives sur la marche des affaires. Toutefois, l'appréciation du franc influe de manière très contrastée sur les différents secteurs économiques.

Les entreprises sur lesquelles l'appréciation du franc a un impact négatif sont le plus souvent issues de l'industrie manufacturière (81%), tandis que leur part est de 69% dans les services. Dans la construction, seulement 15% des entreprises interrogées font état d'un impact négatif, tandis que pour près de 40% d'entre elles, ce sont les effets positifs du franc fort qui l'emportent, grâce aux possibilités d'achat à moindre prix. Il convient de préciser que, dans cette enquête, les entreprises industrielles connexes à la construction sont considérées comme faisant partie de l'industrie manufacturière.

Graphique 1

IMPACT DE L'APPRÉCIATION DU FRANC

182 entreprises



Source: BNS.

CONSÉQUENCES NÉGATIVES: DANS QUELS SECTEURS ET À QUEL DEGRÉ?

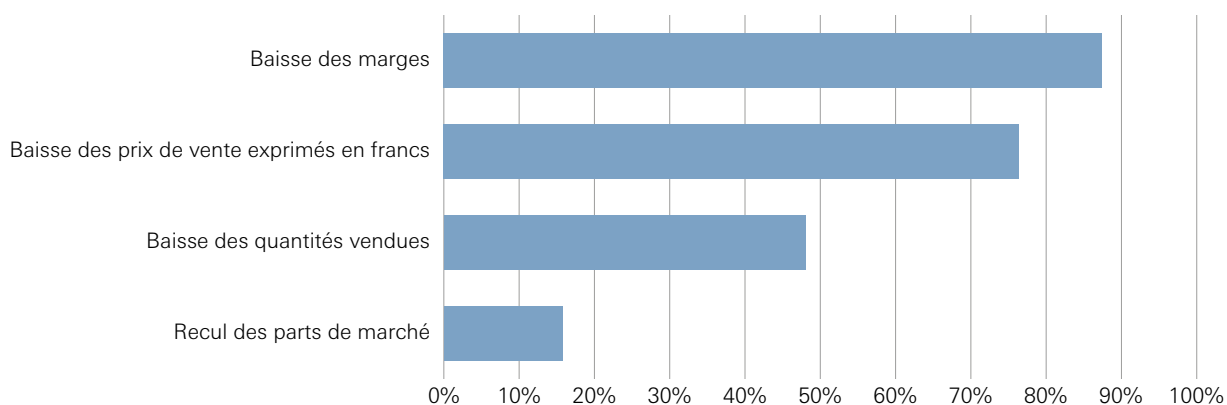
Au total, 127 entreprises (soit 70% des entreprises interrogées) ont signalé un impact modérément ou fortement négatif de l'appréciation du franc. Le graphique 2 indique sous quelle forme cet impact négatif se manifeste. Environ 90% des entreprises affectées indiquent que celui-ci se traduit par une baisse des marges et 75% signalent des prix de vente plus faibles (en francs suisses ou en équivalents francs suisses).

La troisième raison avancée est la baisse des quantités vendues (pour près de 50% des entreprises affectées). Cela concerne surtout les ventes en Suisse. Par ailleurs, 15% des entreprises affectées ont perdu des parts de marché en raison de la situation concurrentielle défavorable.

Graphique 2

ENTREPRISES AFFECTÉES PAR L'APPRÉCIATION DU FRANC: EFFETS NÉGATIFS

127 entreprises, plusieurs réponses possibles



Source: BNS.

CONSÉQUENCES NÉGATIVES: QUELLES SONT LES MESURES PRISES PAR LES ENTREPRISES?

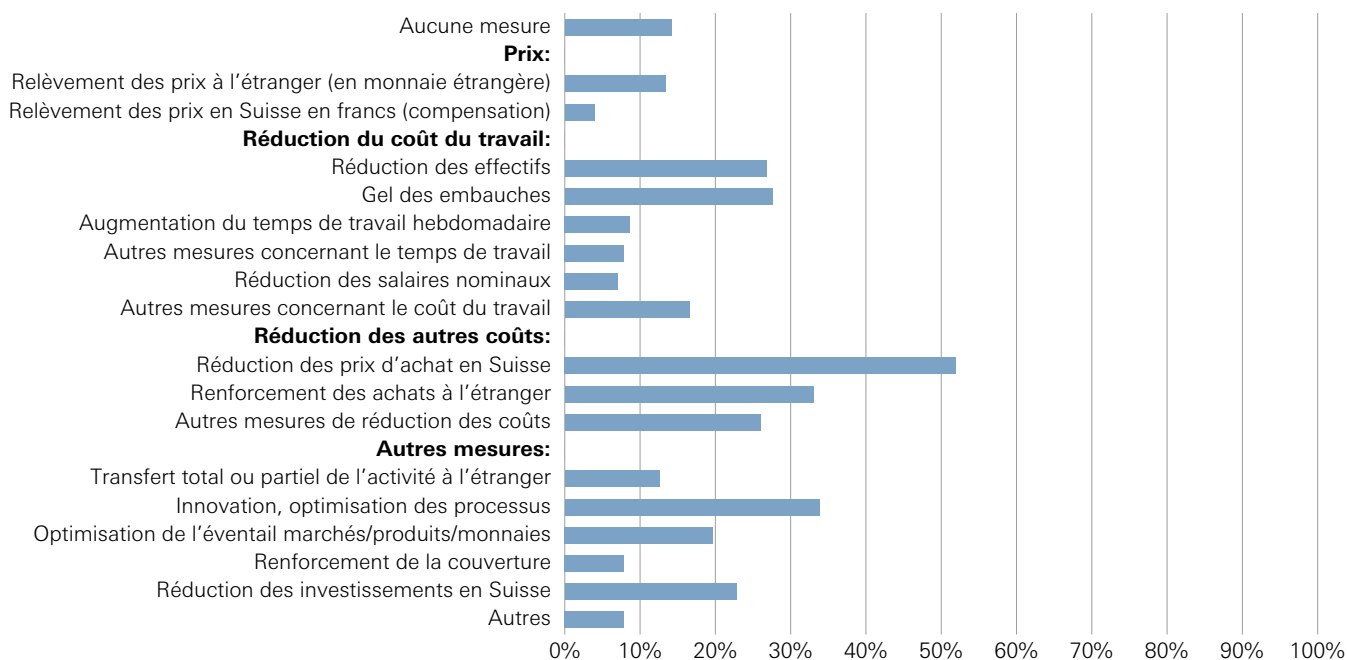
Les entreprises ont également été interrogées sur les mesures déjà mises en œuvre pour contrer les effets négatifs de l'appréciation du franc et de l'érosion des marges. Le graphique 3 met en lumière l'éventail des mesures déjà prises. Environ 85% des entreprises affectées par le franc fort ont adopté des mesures. Celles qui sont le plus souvent évoquées consistent à réduire les prix d'achat en Suisse (52% des entreprises). Elles sont suivies par les mesures visant à optimiser les processus et à innover (34%) et celles dont le but est de renforcer les achats à l'étranger (33%). Certaines entreprises ont ainsi augmenté massivement la part de leurs achats effectués à l'étranger.

Pour réduire les coûts de main-d'œuvre, les entreprises recourent principalement au gel des embauches (28%) et aux compressions d'effectifs (27%). Près de 10% des entreprises interrogées ont procédé à une augmentation du temps de travail. D'autres stratégies consistent à réduire les investissements en Suisse et à optimiser l'éventail de marchés, de produits ou de monnaies. En outre, 13% des entreprises affectées par l'appréciation du franc ont transféré une partie de leur production à l'étranger.

Graphique 3

ENTREPRISES AFFECTÉES: MESURES PRISES FACE À L'APPRÉCIATION DU FRANC

127 entreprises, plusieurs réponses possibles



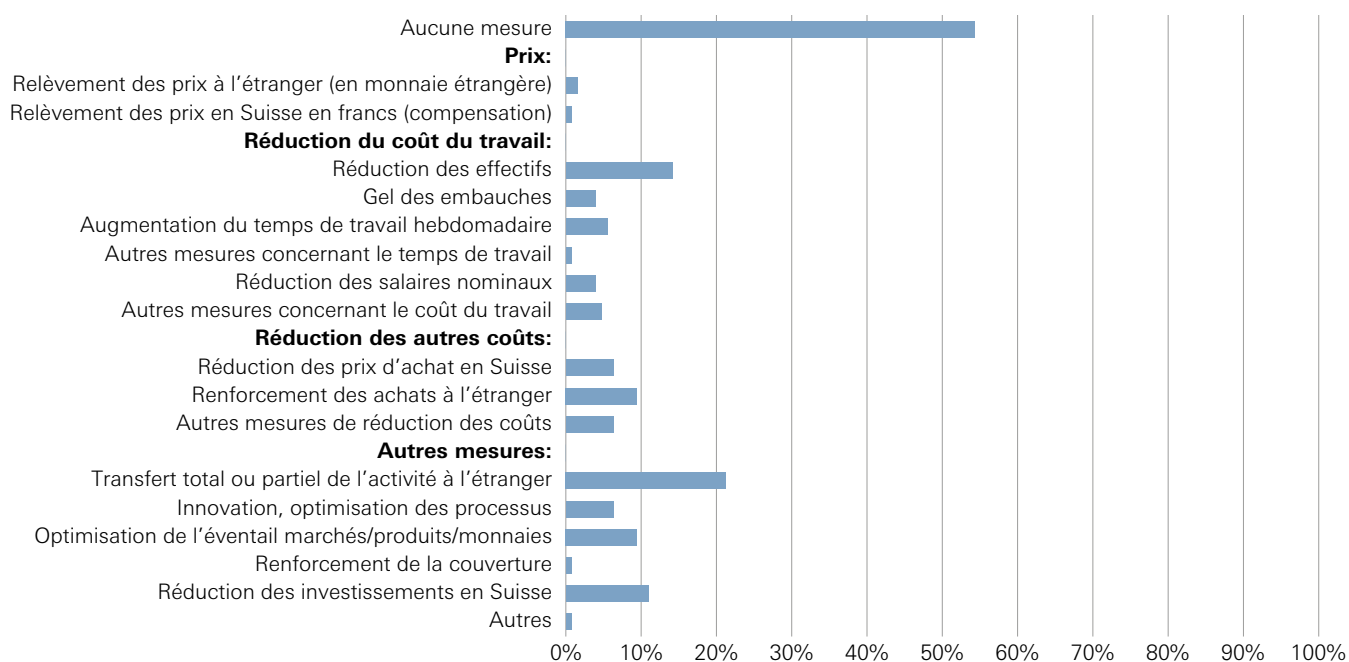
Source: BNS.

Le graphique 4 montre les mesures que les entreprises affectées sont encore en train d'évaluer. Près de la moitié de ces entreprises indique ne pas envisager de mesures à l'avenir en dépit d'une situation difficile. Parmi les entreprises qui examinent actuellement des mesures, le transfert d'une partie des processus de production à l'étranger est la principale option; les compressions d'effectifs, la réduction des investissements en Suisse et le renforcement des achats à l'étranger sont également à l'étude.

Graphique 4

ENTREPRISES AFFECTÉES: MESURES ENVISAGÉES FACE À L'APPRÉCIATION DU FRANC

127 entreprises, plusieurs réponses possibles



Source: BNS.

AUCUNE CONSÉQUENCE: QUELLES EN SONT LES RAISONS?

Quant aux entreprises n'ayant pas constaté d'impact important de l'appréciation du franc sur la marche de leurs affaires (22%), il s'agit, comme on pouvait s'y attendre, surtout d'entreprises qui ne sont pas exposées aux fluctuations des cours de change (environ 60% des cas). Il est également possible que les effets de ces variations se neutralisent lorsque les facteurs positifs et négatifs se compensent (environ 30% des entreprises) ou si les entreprises concernées ont conclu des opérations de couverture avant la suppression du cours plancher (5%).

CONSÉQUENCES POSITIVES: DANS QUELS SECTEURS ET À QUEL DEGRÉ?

Parmi les entreprises interrogées, 8% ont bénéficié d'un impact plutôt positif, voire fortement positif, découlant de l'appréciation du franc. Ces effets positifs se sont principalement traduits par une baisse des coûts de production et/ou une amélioration des marges bénéficiaires. En outre, près de la moitié des entreprises concernées ont mentionné l'augmentation des volumes de vente. Dans un quart des cas, les conditions étaient plus avantageuses pour les investissements ainsi que pour la recherche et le développement.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:

Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 32 84
Fax: +41 (0)58 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien (Tendances conjoncturelles): www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2015